

Charles de Gaulle, Mémoires d'espoir

Légende: En 1960, Harold Macmillan, Premier ministre britannique, s'entretient avec le général de Gaulle et tente de le convaincre que la Grande-Bretagne est désormais prête à entrer dans la Communauté économique européenne (CEE).

Source: GAULLE, Charles de. Mémoires d'espoir. Volume I: Le renouveau (1958-1962). Paris: Plon, 1970. 314 p. ISBN 2-259-01287-6. p. 230-232.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/charles_de_gaulle_memoires_d_espoir-fr-9ab2f959-5735-4606-8d13-935db7af6dfe.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*

[...]

« La question économique présente, certes, des difficultés », me répète le Premier ministre. « Mais ce qui l'emporte et me détermine moi-même, c'est la suite politique de cette opération. Croyez-moi ! Nous ne sommes plus l'Angleterre de la Reine Victoria, de Kipling, du « British Empire », du « splendide isolement ». Chez nous, beaucoup de gens, en particulier dans la jeunesse, sentent qu'il nous faut faire une autre Histoire que celle-là. Les guerres mondiales nous ont montré à quel point nous sommes solidaires de ce qui se passe, non seulement comme autre fois sur le Rhin et dans les Alpes, mais désormais sur le Danube, la Vistule, même la Volga. Or, le drame récent, qui a fait apparaître l'énorme bloc soviétique et affaibli les autres puissances de notre Ancien Monde, nous met tous, Occidentaux d'Europe, dans une situation en permanence dangereuse. Il faut rétablir l'équilibre. Certes, pour le moment la présence américaine nous garantit l'essentiel. Mais on peut douter qu'elle doive durer indéfiniment. D'autre part, il en résulte pour les Européens une pénible sujétion, laquelle vous, Français, voudriez vous soustraire et que nous, Anglais, supportons malaisément. Rassemblons l'Europe, mon cher ami ! Nous sommes trois hommes qui pouvons le faire ensemble : vous, moi et Adenauer. Au cas où, pour le temps où tous les trois nous nous trouvons en vie et au pouvoir, nous laisserions passer cette occasion historique, Dieu sait si, quand et à qui elle se représentera jamais ! »

Ce langage a de quoi m'émouvoir. Nul n'est plus convaincu que moi qu'il serait du plus grand intérêt que l'Angleterre fût partie d'un groupement organisé et indépendant des Etats occidentaux d'Europe et que l'évolution qu'elle accomplirait dans ce sens serait hautement satisfaisante. Mais est-elle actuellement en mesure de s'imposer à elle-même les contraintes nécessaires à une adhésion aussi contraire à ce que fut, de tous temps, sa nature et à ce que sont, aujourd'hui encore, les conditions de son existence ? Or, pour qu'une construction puisse tenir, il lui faut des bases solides et non pas seulement les bonnes intentions de ses dessinateurs. « Au point de vue économique », dis-je au Premier ministre, « vous, les Britanniques, dont l'activité repose principalement sur de larges échanges avec les Etats-Unis et sur un système de ventes et d'achats préférentiels avec le Commonwealth, accepteriez-vous vraiment de vous enfermer avec les Continentaux dans un tarif extérieur qui contrarierait gravement votre commerce américain et exclurait vos anciens dominions et vos colonies d'hier ? Vous, qui mangez pour pas cher le blé du Canada, les moutons de Nouvelle-Zélande, les bœufs et les pommes de terre d'Irlande, le beurre, les fruits, les légumes, d'Australie, le sucre de la Jamaïque, etc., consentiriez-vous à vous nourrir des produits agricoles continentaux en particulier français, nécessairement plus coûteux ? Vous, dont la monnaie est celle de la vaste zone sterling, comment la débarrasseriez-vous des hypothèques, dettes et obligations que comporte ce caractère international, pour la ramener au rang modeste d'une bonne livre simplement anglaise ?

MacMillan reconnaît que le Marché commun aurait des concessions à faire et, qu'en outre, il faudrait une longue période de transition. « Ces concessions accordées et cette transition passée », lui dis-je, « que resterait-il de la Communauté ? Or, à quoi bon vous joindre à elle si cela revient à la détruire ? Vaut-il pas mieux attendre que, de votre côté, vous vous soyez mis en état d'en faire partie telle qu'elle est ? D'ailleurs, n'en serait-il pas de même pour une union politique ? Celle-ci ne pourrait, en effet, avoir de raison d'être et de ressort que si elle organisait une Europe européenne, présentement alliée, il est vrai, avec les Etats-Unis, mais avant sa politique et sa défense à elle. Or, étant donné les liens privilégiés qui vous attachent à l'Amérique, viendrez-vous à une telle Europe ou, si vous y veniez, serait-ce pas pour qu'elle s'intègre et se noie dans quelque atlantisme ? » Le Premier ministre proteste, à coup sûr très sincèrement, de sa volonté d'indépendance européenne. Mais rien n'indique qu'il soit résolu à en tirer les conséquences vis-à-vis des Etats-Unis.

[...]